CGT - CFDT - FO - CGC - CFTC - FSU - SOLIDAIRES - UNSA
Manifestation du 19 octobre

Chers camarades, chers amis. Dimanche soir, le premier ministre a encore une fois joué la provocation.
Droit dans ses bottes, il a affirmé que la loi serait votée. Il a assuré qu'il n'y aurait pas de pénurie (alors qu'aujourd'hui, plusieurs milliers de stations services sont à sec) et il a rajouté «je ne laisserai pas bloquer le pays, je prendrai les dispositions nécessaires». Après les tirs de bombes lacrymogènes, les tirs de Flash Ball et les opérations musclées, que nous réserve-t-il ?
Il a aussi essayé de diviser les syndicats, il se trompe. Nous sommes tous dans l'unité d'action et nous y resterons jusqu'au bout.
Il a même osé parler d' «escroquerie» concernant les propositions des organisations syndicales. Il nous a traité d'irresponsables de ne pas admettre de déplacer les bornes d'âges de départ a la retraite.
«62 ans c'est raisonnable et c'est la clé du financement. Si on revient dessus, on ne paye plus les retraites».
Les bornes, c'est lui qui les dépasse. Et puis, la retraite elle est à qui ? : elle est à nous.

En 2008, le Président de la République avait dit : en France, quand il y a une grève, on ne s'en aperçoit pas. Depuis quelques semaines, il regarde passer les manifestations comme les vaches regardent passer les trains. Et bien Monsieur le Président, des trains il n'y en a plus et des vaches non plus.

Par contre aujourd'hui dans les rues de Tarbes, il y a des salariés du service public, des salariés du secteur privé, des chômeurs, des retraités, des agriculteurs, des commerçants, des artisans, des jeunes lycéens, des étudiants. (C'est un nouveau record), **nous sommes plus de 38 000 manifestants**, (c'est la plus grosse manifestation de l'histoire sociale de notre département ?). Plus de 38 000 à dire NON à ce projet de loi.

Le ministre de l'agriculture déclarait sur Europe 1 «la démocratie sociale s'est exprimée, maintenant c'est la démocratie parlementaire qui doit prendre la main, s'exprimer à son tour conclure le débat et permettre à cette réforme de s'appliquer». Le gouvernement se livre à une véritable course contre la montre. Il mise sur le vote définitif du Sénat demain mercredi 20 octobre et il veut en finir vite.
Il pense qu'avec l'adoption définitive de la réforme et les vacances de la Toussaint qui se profilent, les salariés seront résignés et il faudra alors trouver la moins mauvaise porte de sortie.
Et bien il se trompe. Nous organisations syndicales de salariés CGT - CFDT - FO - CGC - CFTC - FSU - SOLIDAIRES - UNSA, nous chômeurs, retraités, agriculteurs, commerçants, artisans, jeunes lycéens, étudiants on la connaît la porte de sortie. Il faut bloquer la régression sociale, il faut abandonner cette réforme, il faut ouvrir de véritables négociations avec les organisations syndicales pour une autre réforme juste, équitable et efficace dans la durée.

L'opinion publique a clairement exprimé son rejet massif de cette réforme.
Les trois quart des Français sont opposés au report de l'âge légal de départ en retraite.
Les trois quart des Français soutiennent les initiatives syndicales.
Les salariés ne sont pas résignés, ils sont de plus en plus déterminés.

L'espérance de vie en bonne santé est de 63 ans pour les hommes, 64 ans pour les femmes et on le sait tous, reculer l'âge de la retraite, c'est avancer l'âge de la mort.

Faire supporter sur les seuls salariés cette réforme, nous n'en voulons pas. Une autre réforme est possible ! Des alternatives existent, nous voulons une réforme juste. De l'argent, il y en a.

Mettre fin aux exonérations de cotisations patronales : c'est 32 Mds.
Une vraie politique de l'emploi : c'est 8 Mds.
Les bénéfices des entreprises françaises du CAC 40 sur 3 ans : c'est plus de 200 Mds.
Les dividendes distribués aux actionnaires de ces entreprises : c'est 36 Mds.
Redonnons aux salariés de ce pays une partie des richesses qu'ils produisent.

Et le gouvernement ose affirmer qu'il n'y a pas d'alternative à son projet !

Sa position et celle du chef de l'Etat est intenable, dangereuse et complètement irresponsable ! Leur attitude et leur entêtement sont extrêmement préoccupants. Ils prennent le risque de blocage et d'une crise grave.

Déjà depuis quelques jours pour certains, quelques semaines pour d'autres, nos camarades de la SNCF, la RATP, l'EDF, France Télécom, la Chimie avec les raffineries, et les transports nous ont montré la voie, ils sont en grève reconductible.

Dans notre département, après la SNCF, l'EDF, France Télécom, c'est l'éducation nationale, le Conseil Général, le Grand Tarbes, la Mairie, l'URSSAF, les pompiers, l'hôpital, les impôts, la trésorerie générale, Euralis Montfort qui sous différentes formes sont aussi partis en grève reconductibles.

Derrière les retraites c'est l'inquiétude générale et le raz le bol des Français qui s'exprime. Les retraites, c'est l'affaire de chacun d'entre nous, c'est l'affaire de tous. On ne peut pas, on ne doit pas toujours compter sur les autres pour régler nos problèmes.

L'intersyndicale renouvelle son appel. Partout dans le département, il est encore temps d'organiser des assemblées générales sur le lieu de travail pour définir démocratiquement les formes et les suites de l'action.

Rien n'est jamais définitif ! Souvenons-nous du CPE en 2006. Adopté dans la nuit du 28 février au 1er mars, validé par le Conseil Constitutionnel le 30 mars, c'est devant une très grande mobilisation et devant la colère des français que le premier ministre de l'époque acceptait 10 jours plus tard de renoncer au maintien du CPE.

Ce qui a été possible pour le CPE, c'est possible pour nos retraites.
Tous ensembles, nous pouvons y arriver, nous allons y arriver !

Cette semaine dans le département, avec le soutien de tous les syndicats, de nombreuses actions sont prévues. Hier à 10h, c'était devant la CCI.
La colère des Français ne s'apprécie pas dans les salons et dès cet après midi, à 15h nous nous rendrons à la préfecture.
Demain mercredi à 10h rendez-vous devant la trésorerie générale à coté de la clinique de l'Ormeau. Jeudi, à 10h rendez-vous à la Mairie.
Nos organisations syndicales nationales se réunissent après demain. Ayons confiance, poursuivons et amplifions la mobilisation, ensemble nous vaincrons. Merci.